

ASSEMBLÉE NATIONALE

2 mai 2025

LUTTE CONTRE L'ANTISÉMITISME DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR - (N° 1357)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 3

AMENDEMENT

présenté par

Mme Mesmeur, M. Amard, Mme Abomangoli, M. Alexandre, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilot, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 2

Compléter l'alinéa 3 par la phrase suivante :

« Un vice-président chargé de la lutte contre les discriminations est nommé pour piloter les travaux de cette mission. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI-NFP souhaite qu'un vice-président chargé de la lutte contre les discriminations soit nommé dans tous les établissements d'enseignement supérieur.

Actuellement, certains établissements comme l'Université Paris Nanterre dispose d'une Vice-président « égalité, inclusion et non-discrimination », sans que ce poste soit uniformisé et généralisé à l'ensemble des établissements. Or cela permettrait d'afficher une politique transversale et de piloter les travaux de la mission Égalité et diversité. Faute de moyens financiers suffisants, la mise en oeuvre d'actions ambitieuses et pérennes par ces missions est mise à mal. Nommer un Vice-président permettrait de doter la mission de moyens humains supplémentaires pour penser et

exécuter les projets, ainsi que d'assurer un suivi régulier de son fonctionnement, qui ne dépende pas du bon vouloir de personnes bénévoles et volontaires pour participer aux actions de la mission.

Nous souhaitons donc qu'une vice-président chargé de la lutte contre les discriminations pilote cette mission dans tous les établissements.